Synthèse – Chapitre – Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

- **Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).**

Un engagement politique consiste en toute forme d'action motivée par des valeurs politiques. Ses finalités peuvent être soit d'exercer le pouvoir politique, soit d'influer sur le pouvoir politique.

Le vote, lors d'un scrutin électoral (démocratie représentative) ou d'un référendum (démocratie directe), est un engagement politique pour deux raisons essentielles : le vote est une manière d'exprimer des opinions en fonction de **valeurs politiques** ; il permet de prendre part aux **décisions politiques**, indirectement en élisant ceux qui vont gouverner, ou directement en validant (ou non) une proposition du pouvoir politique lors d'un référendum.

Le militantisme est l'engagement des individus dans un parti, un syndicat, une association ou un mouvement social. Cet engagement va au-delà d'une simple adhésion et implique une **participation active** aux actions menées au nom d'une cause, de valeurs. Le militantisme est un engagement plus fort, plus mobilisateur et plus continu que le vote.

L'engagement associatif est le fait de s'impliquer activement dans la vie d'une association : dons, bénévolat, service civique, participation aux manifestations organisées par l'association … L'engagement associatif diffère du militantisme politique pour deux raisons essentielles : les associations doivent être distinguées des partis (un parti vise le pouvoir politique alors qu'une association est plutôt un groupe d'intérêt support d'une cause, faisant partie de la **société civile organisée** ; le militantisme associatif peut recourir à des actions **non conventionnelles**.

La consommation engagée vise, de façon individuelle ou collective, par le choix des produits et des producteurs, à dénoncer certaines pratiques marchandes (***boycott***) ou à promouvoir des formes d'activités économiques jugées plus éthiques ou responsables (***buycott***). La consommation engagée est donc un achat de biens ou de services, sélectif, orienté par des valeurs, des idéaux.

- **Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).**

Le « **paradoxe d'Olson** » repose sur le principe du « ***free rider*** » (passager clandestin). Des **acteurs rationnels** seront toujours amenés à comparer coûts et avantages avant même d'agir. Or, dans une action collective (une grève par exemple), **les coûts ou les risques sont *individuels*** alors que **les avantages, si l'action aboutit, seront *collectifs*** L'intérêt particulier de chacun peut donc être de ne pas participer en espérant la réussite collective. **Si cette attitude se généralise, l'action collective devient impossible ou inefficace parce que de faible ampleur.**

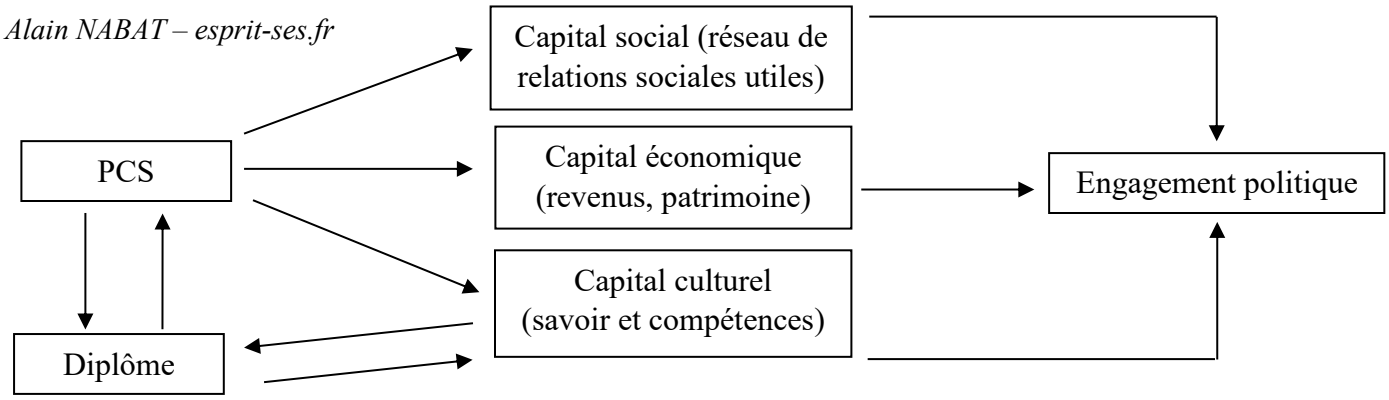
Selon Olson, des incitations sélectives sont nécessaires pour le pour limiter les comportements de passager clandestin. **Les incitations *sélectives* sont les récompenses financières ou matérielles attribuées *uniquement* à ceux qui participent vraiment à l'action collective.** Par exemple, l'adhésion à un syndicat peut ouvrir des droits spécifiques aux travailleurs syndiqués.

Les **rétributions symboliques** sont les **avantages immatériels** résultant de la participation à une action collective en termes de considération sociale, de reconnaissance, de prestige, de liens sociaux ou d'estime de soi.

La « structure des opportunités politiques » correspond à l'environnement politique auquel sont confrontés les mouvements sociaux, aux signaux envoyés par les pouvoirs publics en direction des acteurs sociaux en lutte. Ce sont donc les éléments du contexte politique qui pèsent sur l'action collective. Le déclenchement et le développement des mobilisations collectives va dépendre ainsi des *opportunités politiques* (possibilités liées à la situation et aux caractéristiques du pouvoir politique et des acteurs sociaux). Cette SOP dépend du degré d'ouverture du système politique, de la stabilité des alliances politiques, de la présence ou non d'alliés, de relais des groupes mobilisés, au sein du pouvoir et de la capacité du système politique à apporter des réponses aux mobilisations.

- **Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).**

- <u>Liens entre catégorie socioprofessionnelle, diplôme et engagement politique</u> :



- <u>Age et génération</u> : les jeunes semblent moins engagés que les plus âgés, en termes de participation syndicale et électorale. Ils sont néanmoins engagés mais de façon différente : selon le sociologue Jacques Ion, ils auraient un **engagement « post-it »**, moins durable, moins institutionnalisé, en fonction de causes ponctuelles. Attention à ne pas confondre **âge** (classe d'âge à laquelle on appartient) et **génération** (population née sur une période donnée) : ainsi, la génération Z (celle née à partir de 2000) n'a ni les mêmes références, ni les mêmes comportements politiques que la génération des « boomers », lorsque ceux-ci étaient jeunes, à la croisée des années 1960-1970…

- <u>Sexe</u> : le taux de syndicalisation des femmes est inférieur à celui des hommes pour deux types de raisons : l'inégalité de répartition des tâches domestiques, d'où une moins grande disponibilité des femmes pour les activités militantes ; la plus forte proportion d'emplois atypiques (temps partiel, CDD) ce qui rend plus complexe l'adhésion à un syndicat. Mais il existe des formes d'engagement mobilisant davantage les femmes, ceux axés sur des causes, tels que les **mouvements écologistes ou féministes** (exemple récent du mouvement #MeeToo).

- **Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.**

Une action collective est une action organisée par des individus pour défendre une cause ou un intérêt commun.

<u>Objets de l'action collective</u>

Un conflit du travail est une opposition entre des salariés, représentés par les syndicats, et un employeur, sur des sujets tels que les salaires, l'emploi, les conditions de travail… On observe une baisse du taux de syndicalisation et du nombre de conflits du travail (grèves), en raison des mutations économiques et sociales (désindustrialisation, recul des effectifs ouvriers, moyennisation), mais aussi du chômage, de la précarité de l'emploi et enfin de l'individualisme (paradoxe de l'action collective).

Les nouveaux enjeux de mobilisation sont moins économiques, plus orientés vers la défense de droits ou de valeurs (environnement, féminisme…). Selon **Ronald Inglehart**, la satisfaction des besoins matériels aurait entraîné des revendications plus qualitatives, **post-matérialistes**.

Les luttes minoritaires sont les mobilisations de groupes minoritaires dont les membres supposent faire l'objet de **discrimination** collective du fait de leurs caractéristiques physiques ou culturelles ou bien de leurs activités (minorités ethniques, religieuses, sexuelles…). Les actions menées visent la reconnaissance sociale de l'identité défendue ou, de façon encore plus revendicative, l'extension des droits pour les membres de la communauté concernée.

<u>Acteurs de l'action collective</u> : parti politique : organisation dont les membres se regroupent autour d'un projet politique en vue de conquérir et exercer le pouvoir ; **syndicat :** organisation défendant les intérêts professionnels de ses adhérents ; **association** : organisation créée entre personnes volontaires autour d'une activité ou d'un projet collectif sans but lucratif ; **groupement** : groupe de personnes développant une action collective moins structurée et moins formelle.

<u>Répertoire d'action collective</u> (Tilly) : type d'actions prédéfinies, routinisées, de moyens de pression pouvant être théoriquement utilisés par des individus dans une action collective. Il existe des répertoires **conventionnels** (grèves, tracts, manifestations autorisées…) mais aussi **non conventionnels** (désobéissance civile, sit-in, occupations…). Aujourd'hui, les **outils numériques** sont mobilisés (réseaux, forums…). La participation est moins institutionalisée, moins verticale. On assiste aussi à une forme d'individualisation de l'engagement politique, soit une participation plus autonome vis-à-vis des structures collectives, variable dans le temps, l'espace et les types d'action collective.